

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 19 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

PAPREC SUD OUEST

7 rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS 08

Références : 2022 - 1064
Code AIOT : 0006803692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/11/2022 dans l'établissement PAPREC SUD OUEST implanté LD petit Paradis, 9/11 chemin des Pierres, 31150 BRUGUIERES. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'instruction en cours du Porter à Connaissance déposé en novembre 2020, incluant l'étude de dangers demandée par arrêté préfectoral, ainsi que le dossier de réexamen IED déposé en 2019.

L'inspection vise à vérifier, par sondage, l'effectivité des mesures de prévention, détection et protection contre les risques, définies dans lesdits dossiers.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC SUD OUEST
- LD petit Paradis 9/11 chemin des Pierres 31150 BRUGUIERES
- Code AIOT : 0006803692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Au titre de son arrêté préfectoral d'autorisation du 19 décembre 2014 (prescriptions techniques), complété par l'arrêté préfectoral du 20 février 2020 (constitution de garanties financières) et par un

courrier du 15 décembre 2017 actant l'actualisation des installations classées du site, la société PAPREC Sud-Ouest à Bruguères est autorisée à exploiter des activités de :

- transit, regroupement, tri et traitement (broyage) de papiers/cartons, bois, plastiques, et refus de tri valorisables ;
- transit, regroupement, tri et traitement (criblage) de déchets de chantiers/gravats ;
- transit, regroupement ou tri de pneumatiques, déchets non dangereux (DND), encombrants, ferraille/métaux, déchets verts, déchets électriques et électroniques (DEEE), déchets dangereux (DD) et verres ;
- transit et regroupement de combustibles solides de récupération (CSR) et bois combustibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dossier de réexamen de 2019 et arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
- porter à connaissance de 2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	MODALITES DE STOCKAGE DES DÉCHETS DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 8.2.1	/	Mise en demeure	3 mois
3	PORTER À CONNAISSANCE	Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 1.5.1.	/	Mise en demeure	3 mois
4	DIMENSIONNEMENT DU BASSIN DE RETENTION	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, §4	/	Mise en demeure	3 mois
5	SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, Annexe 3.1, article X	/	Mise en demeure	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	BASSIN DE RETENTION	Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, articles 7.4.2 et 7.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection a constaté 4 faits non conformes pour lesquels une mise en demeure est proposée concernant :

- l'évolution notable du site depuis le dernier Porter à Connaissance déposé de 2020, non portée à la connaissance du préfet ;
- la capacité de rétention des eaux d'extinction incendie insuffisante au regard des modifications apportées au site (Porter à connaissance de 2020 et évolutions plus récentes) ;
- les modalités de stockages des déchets dangereux (contenants ouverts non protégés des intempéries) ;
- le non-respect de la fréquence de surveillance des rejets aqueux.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : BASSIN DE RETENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, articles 7.4.2 et 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Risques de pollution des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Article 7.4.2 : [...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. Article 7.4.3 : En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif semi-automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est de 500 m ³ . [...]
Constats : Le bassin de rétention de la zone 1, correspondant au périmètre géographique du site initialement autorisé (hors plateforme bois et déchets de chantier), collecte les eaux pluviales mais également les eaux d'extinction en cas d'incendie. Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté que ce bassin était rempli. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que le volume restant disponible permettait de contenir les 500 m ³ prescrits. L'exploitant a transmis le lendemain de la visite des photos attestant du vidage du bassin.
Observations : L'inspection observe toutefois que l'exploitant ne dispose pas d'une consigne claire permettant de définir les modalités de vidage du bassin de rétention (repère sur le bassin, etc.) et de garantir ainsi la disponibilité permanente d'un volume de rétention permanent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : MODALITES DE STOCKAGE DES DÉCHETS DANGEREUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 8.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Risques de pollution des eaux et des sols
Prescription contrôlée : Le local de stockage de déchets dangereux (G) est conçu et exploité conformément aux dispositions prévues dans le dossier de modification des conditions d'exploitation déposé en août 2014. Ce local est un auvent permettant d'optimiser le stockage des déchets dangereux sur des rétentions adaptées, à l'abri des intempéries et sur un sol bétonné et étanche.
Constats : Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté qu'une quantité importante de déchets dangereux était stockée en extérieur, autour du local de déchets dangereux "Recydis". Certains contenants étant ouverts, les déchets ne sont pas abrités des intempéries, et les eaux de pluviiales de ruissellement risquent d'entraîner une pollution par lixiviation. Ne souhaitant pas modifier ou agrandir le bâtiment existant, l'exploitant a présenté à l'inspection, à l'issue de la visite, une solution permettant de pallier à cette non-conformité, à savoir installer un tautliner (semi-remorque équipé d'une bâche) dédié au stockage de ces contenants ouverts. L'inspection considère que cette solution permet de répondre aux dispositions réglementaires sous réserve que l'exploitant justifie que la rétention associée au Tautliner présente un volume suffisant au regard des quantités de déchets susceptibles d'y être entreposées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : PORTER À CONNAISSANCE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2014, article 1.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Modification de l'installation
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par courrier du 31 janvier 2020, le préfet a prescrit à la société PAPREC une révision de son étude de dangers pour prendre en compte le retour d'expérience de l'incendie survenu en août 2017 sur son site de Bruguières. L'incendie qu'a connu l'établissement s'est en effet généralisé et étendu hors des limites d'exploitation. Ce scénario n'avait pas été envisagé ni dimensionné dans l'étude de dangers datant de 2010. La société PAPREC a alors déposé en novembre 2020 un porter à connaissance [PAC] incluant une révision de l'étude de danger et présentant également les modifications suivantes apportées aux installations : <ul style="list-style-type: none">- extension du périmètre ICPE par l'intégration d'une partie de la parcelle n° 84 de la section AL du cadastre de la commune de Bruguières, parcelle destinée à être utilisée comme parc à bennes ;- augmentation du volume d'activité liée au transit, regroupement, tri de déchets non dangereux ;- réorganisation des stockages des déchets présents sur le site ;- répartition des tonnages reçus annuellement. Lors de la visite, objet du présent rapport, l'inspection a constaté que l'état du site tel que décrit dans le PAC de 2020 a évolué de façon notable, notamment : <ul style="list-style-type: none">- la configuration des stockages au niveau de la plateforme de bois ne correspond pas aux hypothèses prises en compte dans l'étude de dangers révisée ;- la nouvelle parcelle n°84 stocke des bennes dont certaines contiennent des matelas. Ces évolutions modifient de façon notable les éléments de l'étude de dangers et n'ont pas été portées à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation nécessaire (mise à jour de l'étude de dangers, modélisation des flux thermiques justifiant l'absence d'effets dominos, justification de la suffisance des moyens en eau incendie et rétention en décollant, etc.). Par ailleurs, la société PAPREC a également indiqué lors de cette visite qu'elle envisage de reprendre les activités de deux ICPE voisines à court / moyen terme : les activités de la société ROM dans un premier temps relatives à du broyage et du compostage de déchets verts à Déclaration et éventuellement la reprise des activités de l'entreprise SEOSSE qui concernent une plateforme de broyage de bois à Autorisation. Au vu de l'ensemble de ces éléments, l'inspection a demandé à la société Paprec de transmettre rapidement un nouveau Porter à Connaissance, intégrant notamment une nouvelle mise à jour de l'étude de danger. Au jour de la rédaction du présent rapport, aucun élément n'a été transmis par la société PAPREC.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : DISPOSITIF DE RETENTION DES POLLUTIONS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11, §4 et Arrêté préfectoral du 19/12/2014, articles 7.4.2 et 7.4.3

Thème(s) : Risques accidentels, DIMENSIONNEMENT DE LA RETENTION

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats : Le Porter à Connaissance (PAC) déposé en novembre 2020 détaille la gestion des eaux du site au niveau de deux zones hydrauliquement indépendantes :

- La zone 1 qui correspond au périmètre historique du site et dont le bassin de rétention fait 673 m³ (bassin Nord). Ce bassin collecte les eaux pluviales et est également susceptible de recevoir les eaux incendie ;
- La zone 2 qui correspond à la plateforme bois et qui dispose d'un bassin de 1165 m³. Comme pour le bassin Nord, il peut collecter simultanément les eaux pluviales et les eaux incendie.

Les besoins en rétention d'eaux incendie calculés dans le PAC de 2020 sont de 1215 m³ pour la zone 1 et de 307 m³ pour la zone 2. Le volume de rétention des eaux pluviales pour une période de retour de 20 ans est de 750 m³ pour la zone 2 et n'est pas précisé pour la zone 1.

Il apparait dès lors que le volume du bassin de la zone 1 est insuffisant.

A l'issue de la visite, l'exploitant a proposé à l'inspection de relier les deux bassins.

L'inspection considère que cette solution ne peut être que temporaire et qu'une étude doit être

menée au préalable pour vérifier le bon dimensionnement des bassins, s'ils devaient être reliés. Le Porter à Connaissance à venir (voir fiche de constat n° 3) pourra donc être l'occasion de présenter le dimensionnement des bassins de rétention selon le guide D9A, dimensionnement qui s'appuiera également sur les nouveaux résultats des modélisations incendie des différents stockages.

A partir de ces résultats, le Porter à Connaissance devra démontrer que les volumes des deux bassins sont suffisants pour collecter simultanément les eaux pluviales et les eaux d'extinction d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X de l'annexe 3.1												
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux pluviales												
Prescription contrôlée : <u>X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets</u> Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :												
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Valeurs limites</th><th>Fréquence de surveillance (2) (3)</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>60 mg/L (5)</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>DCO (4)</td><td>180 mg/L (6)</td><td>Mensuelle</td></tr><tr><td>COT (4)</td><td>60 mg/L</td><td>Mensuelle</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Valeurs limites	Fréquence de surveillance (2) (3)	MES	60 mg/L (5)	Mensuelle	DCO (4)	180 mg/L (6)	Mensuelle	COT (4)	60 mg/L	Mensuelle
Paramètres	Valeurs limites	Fréquence de surveillance (2) (3)										
MES	60 mg/L (5)	Mensuelle										
DCO (4)	180 mg/L (6)	Mensuelle										
COT (4)	60 mg/L	Mensuelle										
(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet. (3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral. (4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques. (5) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 15 kg/j, la valeur limite d'émission est 35 mg/L. [...] (6) Pour les installations également classées sous les rubriques 2718 ou 2790, si le flux est supérieur à 100 kg/j, flux ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, la valeur limite d'émission est 125 mg/L. [...]												
Constats : Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué ne pas procéder à une surveillance mensuelle de ses rejets aqueux.												
Type de suites proposées : Avec suite												
Proposition de suites : Mise en demeure												
Proposition de délais : 1 mois												